



BUDGET EUROPÉEN
OÙ TROUVER
L'ARGENT?

PROPOSITIONS DU
RÉSEAU ACTION CLIMAT

Sommaire

A la recherche d'argent en Europe	1
Climat ou défense : faut-il vraiment choisir?	3
Un risque majeur : affaiblir plus encore le pouvoir d'achat des ménages et alimenter le backlash contre la transition écologique en Europe	4
Propositions de ressources équitables pour financer le climat et protéger les ménages	6
De nombreuses options efficaces et cohérentes pour renflouer le budget européen	6
Zoom sur les plus hauts revenus: 286,5 milliards d'euros par an	8
Zoom sur l'industrie fossile: 17,5 milliards d'euros par an	9

Ce projet a reçu le soutien financier du programme LIFE de l'Union européenne



Cette note de proposition a fait l'objet d'un soutien du programme de financements européen LIFE, dans le cadre du projet Togetherfor1.5. Les informations et les opinions contenues dans ce document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement l'opinion officielle de la Commission européenne.

A la recherche d'argent en Europe

Plan d'investissement européen dans la défense RearmEurope, déficit d'investissement colossal pour mettre en œuvre le Green Deal, finance climat internationale... L'argent manque partout en Europe et si des solutions pour pallier cette crise de l'investissement existent, elles n'ont pas encore fait l'objet d'un accord entre les gouvernements européens, alors que s'ouvrent les négociations du prochain Cadre financier pluriannuel pour la période 2028-2034, soit le budget européen.

800 milliards d'euros prévus pour la défense européenne. Après que les Etats-Unis ont décidé la suspension de leur aide militaire à l'Ukraine, et face aux graves menaces pour sa sécurité, l'Union européenne a annoncé la mise en place de RearmEurope, un plan d'investissement visant à mobiliser 800 milliards d'euros d'investissement dans la défense notamment via un emprunt de 150 milliards d'euros sur les marchés. L'Union européenne a également décidé l'activation de la clause de sauvegarde nationale du Pacte de stabilité et de croissance pour les investissements dans la défense, ce qui autorise les Etats à augmenter leurs dépenses dans la défense sans déclencher la procédure de déficit excessif. Cependant la Commission européenne n'a pas encore précisé d'où viendraient les fonds pour financer ce plan.

Au moins 365 milliards d'euros pour rembourser le plan de relance NextGenerationEU. L'Union européenne devra commencer à rembourser à partir de 2028, l'emprunt commun qui lui a permis de financer les 365 milliards d'euros de subventions du plan de relance NextGenerationEU¹ (NGEU) pour faire face à la pandémie de COVID-19 en 2020. Il s'étalera sur 30 ans, jusqu'en 2058. Pour y parvenir, elle prévoit d'augmenter ses recettes budgétaires. La Commission européenne a publié des propositions pour la création de nouvelles ressources propres en 2023 en ce sens², mais les pays européens ne se sont toujours pas mis d'accord au sein du Conseil pour acter la création de nouvelles recettes.

813 milliards d'euros par an pour mettre en œuvre le paquet Climat pour 2030. Cette crise des investissements est particulièrement prégnante pour le secteur de la transition écologique. Le think tank I4CE estime que pour atteindre ses objectifs climatiques pour 2030, l'économie européenne devrait doubler ce qu'elle investit déjà (investir 813 milliards d'euros en moyenne chaque année d'ici à 2030)³. Dans son rapport sur la compétitivité européenne, Mario Draghi constate qu'il manque environ 450 milliards d'euros d'investissements publics et privés par an en Europe jusqu'en 2030 pour déployer la transition énergétique, et que 20 à 50% de ces investissements doivent provenir du public en fonction des secteurs⁴. Plus de la moitié des investissements publics dans nombre d'Etats Membres d'Europe centrale et orientale et d'Europe du Sud sont financés par les

¹ Mis en place par l'UE pour faire face à la crise du COVID en 2020

² Commission européenne, [Décision Ressources propres](#), Juin 2023

³ I4CE, "[L'Union européenne doit doubler ses investissements climat](#)", 23 février 2024

⁴ Mario Draghi, [The future of European Competitiveness](#), Septembre 2024

fonds européens⁵, qui ont un espace budgétaire limité. Le Centre européen de recherche (JRC) montre dans un rapport récent que les pays européens doivent accélérer leurs progrès pour mettre en œuvre le Pacte vert européen, afin d'atteindre la neutralité climatique en 2050. À la mi-2024, 64 objectifs sont identifiés comme « nécessitant une accélération ». L'atteinte de ces objectifs n'est pas réalisable sans des investissements massifs⁶ et communs au niveau européen.

En outre, l'UE a des engagements financiers climatiques au niveau international. Sa contribution financière devra augmenter pour répondre au nouvel objectif financier révisé lors de la COP29⁷. L'UE doit ainsi accroître son financement pour atteindre, voire dépasser, sa juste part de l'objectif de 300 milliards de dollars bien avant 2035. Elle devra également contribuer à l'objectif de mobilisation de 1 300 milliards de dollars en soutenant la réforme du système financier. En parallèle, elle doit intensifier ses efforts pour favoriser la mise en œuvre des Objectifs de développement durable et promouvoir la protection de la biodiversité conformément aux récentes décisions prises lors de la COP16⁹.

Le Cadre financier pluriannuel (CFP) européen c'est quoi ?

Le CFP fixe les plafonds des dépenses de l'UE classées en grandes rubriques qui correspondent aux secteurs d'intervention de l'Union. Son montant s'élève généralement à environ 1 000 milliards d'euros de budget total.

Il est alimenté par des ressources: part du Revenu National Brut des Etats selon leur richesse, droits de douane sur les importations en provenance de pays non membres de l'UE, petite partie de la TVA perçue par chaque Etat membre, ressources propres, contribution fondée sur la quantité de déchets d'emballages en plastique non recyclés dans chaque État membre.

En 2021 et 2023, la Commission européenne a proposé la mise en place de ressources propres additionnelles pour augmenter les recettes du budget européen afin de rembourser le plan de relance NextGenerationEU, dont notamment une taxe sur les transactions financières.

Climat ou défense : faut-il vraiment choisir?

Dans un contexte où les ressources financières se font rares, l'Europe et les pays européens pourraient tomber dans le piège d'opposer les différentes priorités politiques, par exemple en prévoyant des coupes budgétaires dans les investissements dans la transition écologique au profit de la défense ou de la sécurité. Dans son plan RearmEurope, Ursula

⁵ Commission Européenne, [Neuvième rapport sur la cohésion économique, sociale et territoriale](#), Mars 2024

⁶ European Commission: Joint Research Centre, [Green Deal - Progress towards targets](#), BLACK, C. and CISTERNINO, S. editor(s), Publications Office of the European Union, Luxembourg, 2025, JRC140372.

⁷ UNFCCC, [Nouvel objectif chiffré collectif pour le financement de l'action climatique](#), FCCC/PA/CMA/2024/L.22, 2024

⁸ En 2023, l'UE a déboursé 28,6 milliards d'euros de financements climat provenant de sources publiques et a mobilisé un montant supplémentaire de 7,2 milliards d'euros de financements privés à travers divers instruments financiers, selon les propres rapports de l'UE (conformément au règlement sur la gouvernance de l'UE).

⁹ CBD, [Resource mobilization and financial mechanism](#), CBD/COP/16/L.34/Rev.2*

von der Leyen suggère de permettre la réallocation des fonds de cohésion (qui financent en grande partie des projets de transition écologique) dans des projets de défense. Il est indispensable que les financements dans la transition écologique et le Green Deal soient maintenus (et augmentés) en particulier parce que le financement de la lutte contre le réchauffement climatique contribue directement à la sécurité de l'Union européenne.

Le réchauffement climatique est une menace pour la sécurité. Qu'il s'agisse de sécurité physique ou alimentaire, le réchauffement climatique accroît l'intensité et le nombre de catastrophes naturelles qui menacent la sécurité des populations. Les inondations à Valence en octobre 2024 ont fait 230 victimes. En septembre 2023, le Premier ministre grec Kyriakos Mitsotakis déclarait affronter "une sorte de guerre en temps de paix" après que la Grèce a subi cet été des incendies et des inondations sans précédent qui ont dévasté le pays¹⁰. Les pertes de récoltes ont triplé en Europe au cours des 50 dernières années ce qui met en péril les moyens de production des agriculteurs¹¹ et alimente un risque croissant de crise alimentaire¹². Consacrer des investissements à l'atténuation et l'adaptation au réchauffement climatique contribue donc directement à garantir la sécurité.

Pas de sécurité en Europe tant qu'elle restera dépendante des énergies fossiles. Depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie, l'UE a réduit ses importations en combustibles fossiles globales (429 milliards d'euros en 2023, contre 655 milliards d'euros en 2022, soit une baisse de 34,5%¹²) mais elle conserve des dépendances encore très élevées : 657 millions de tonnes de combustibles fossiles importés en 2023. La France est la plus grande importatrice de gaz naturel liquéfié russe, elle a même augmenté ses importations de 81% entre 2023 et 2024. Ces dépendances aux fossiles rendent l'Union européenne vulnérable dans les rapports de force avec des puissances extérieures agressives. Sa souveraineté énergétique est fragilisée dans un contexte géopolitique extrêmement tendu de guerre commerciale et de préparation à la guerre. Le désengagement de toutes les énergies fossiles et le financement des énergies renouvelables ainsi que la mise en place de mesures de sobriété nous permettront d'avoir plus de poids dans les rapports de force internationaux.

La sobriété comme condition nécessaire à la sécurité. Les investissements dans la transition écologique et en particulier dans les mesures de sobriété, sont directement liés au renforcement de la sécurité. La sobriété réduit la dépendance de l'Europe aux importations d'énergie et de matières premières. En activant pleinement le levier de la sobriété, il serait possible de réduire la demande d'énergie de 20 à 30 % en Europe et libérer le continent de sa dépendance à l'égard des importations d'énergie d'ici 2050¹³. L'UE pourrait par ailleurs économiser environ 200 milliards d'euros par an¹⁴ en importations de combustibles fossiles, et renforcer la sécurité de la chaîne d'approvisionnement¹⁵). Des mesures d'économie circulaire et des objectifs de réduction de la consommation de ressources permettraient par ailleurs de réduire les importations annuelles de matériaux tels que l'aluminium, le fer et le

¹⁰ Euronews, "[La Grèce déclare la «guerre» au changement climatique](#)", 19/09/2023

¹¹ CIVAM, Réseau Action Climat, "[Résilience de l'agroécologie face aux crises économiques et climatiques](#)", Juillet 2023

¹² Réseau Action Climat, "[L'agroécologie, solution de résilience du secteur agricole face aux chocs climatiques et économiques](#)", 4/07/2023

¹³ [CLEVER scenario](#), June 2023

¹⁴ Institut Rousseau, [Road To Net Zero](#), January 2024

¹⁵ Manifesto "[A resilient and resource-wise Europe](#)", Mars 2024

cuire et d'économiser 42 milliards d'euros d'ici 2040¹⁶. La sobriété constitue donc un facteur de résilience économique, sociale, sécuritaire, géostratégique ou encore sanitaire.

Pour les raisons susmentionnées, il est fondamental que les investissements prévus dans la transition écologique ne soient pas cannibalisés par des investissements dans la défense et de mettre fin à la dépendance de l'Europe aux importations russes. Plus largement, l'UE doit sortir de sa dépendance aux énergies fossiles. En ce sens l'Union européenne et ses pays membres doivent prioriser la planification à court-terme de la fin des subventions aux combustibles fossiles¹⁷.

Un risque majeur : affaiblir plus encore le pouvoir d'achat des ménages

Alors que les négociations sur le budget européen démarrent, plusieurs pays dont la France et l'Espagne affirment qu'il est impératif de créer de nouvelles ressources propres pour renforcer le montant du budget européen et répondre aux multiples enjeux auxquels fait face l'Union européenne. Il est **tout à fait essentiel d'apporter de nouvelles recettes au budget européen** sans quoi l'Union européenne ne pourra pas répondre à ses nombreuses priorités politiques. En revanche, les pays européens doivent impérativement **éviter l'écueil de créer des ressources propres qui viendraient fragiliser de nouveau le pouvoir d'achat des ménages**, en particulier les ménages les plus vulnérables en leur faisant payer le coût des transformations dans un contexte de très forte inflation en Europe liée à des prix de l'énergie élevés. De telles mesures additionnelles augmenteraient la précarité, créeraient du ressentiment vis-à-vis de l'Europe, et continueraient à alimenter un *backlash* contre les transformations nécessaires pour mettre en œuvre la transition écologique que l'on observe déjà.

Un contexte inflationniste exceptionnel en Europe qui fragilise les ménages. Les taux d'inflation en Europe continuent d'être élevés, au-delà de la cible de 2 % fixée par la BCE, ils étaient encore inédits en 2023 (au-dessus de 5 % pendant la première partie de l'année). Cette inflation en Europe est notamment portée par la hausse des prix de l'énergie. En France, 3,2 millions de ménages dépensent plus de 8% de leurs revenus sur factures énergétiques¹⁸. Les catégories de la population comme les jeunes, les travailleurs et les personnes vulnérables en Europe sont les plus durement touchés par l'inflation, ce alors que le taux d'imposition effectif des plus riches est inférieur à celui de la classe moyenne¹⁹.

De nouveaux paramètres qui risquent d'augmenter la pression sur les ménages vulnérables en Europe. En addition de ce contexte pressurant sur le pouvoir d'achat des

¹⁶ Strategic Perspectives, [The global net-zero industrial race is on](#), Septembre 2024

¹⁷ CAN Europe, [How to stop the never-ending nightmare](#), Mars 2023

¹⁸ Ministère de la transition écologique, [Chiffres clés du logement](#), 2022

¹⁹ EU Tax Observatory, [Rapport 2024 Global Tax Evasion](#)

plus vulnérables et des classes moyennes, des augmentations de prix risquent d'être générées par plusieurs facteurs, notamment la mise en place de mesures de rétorsion par l'UE en réplique à la politique commerciale agressive de Donald Trump. Il faut également prendre en considération l'impact du marché carbone 2 européen (ETS 2) sur les prix du carburant et du chauffage qui doit se déployer à partir de 2027. Ce dispositif, qui fait partie du Pacte vert, pourrait faire augmenter le prix de la tonne de CO2 pour le carburant et le chauffage et conduire à des hausses de prix supérieures à celles de la crise énergétique en 2022, mais sans mise en place de bouclier tarifaire. Pour les consommateurs, des impacts de l'ETS-2 sur la facture estimés s'élèveraient à :

- entre 11 % à 13 % pour le gaz
- entre 10 % à 11 % pour le carburant (« en supposant un prix de 50 €/tCO2, qui s'ajouterait à l'actuelle composante carbone »)
- entre 200 à 650 euros supplémentaires par an de dépenses pour l'énergie²⁰.

Pour ne pas demander des efforts supplémentaires aux ménages qui n'en ont pas les moyens, tout en finançant les transformations nécessaires à l'atteinte de la neutralité climatique et à la résilience de l'UE, et éviter une crise sociale, les gouvernements européens devraient évaluer la mise en place de mécanismes de financements innovants qui ciblent des catégories de populations et/ou d'entreprises beaucoup moins vulnérables pour garantir une plus juste répartition de l'effort.

Propositions de ressources équitables pour financer le climat et protéger les ménages

De nombreuses options efficaces et cohérentes pour renflouer le budget européen

Plusieurs options de recettes supplémentaires qui permettraient d'alimenter davantage le budget européen sans impacter négativement les ménages dans un contexte de forte inflation devraient être prises en compte par les gouvernements européens dans le cadre des discussions budgétaires afin de financer les nombreux enjeux qui se présentent à l'Europe. En voici plusieurs propositions évaluées en fonction de trois critères: l'impact sur le climat, le niveau de justice fiscale et les estimations de rendements générés.

Ressource	Impact Climat	Justice fiscale	Rendement
-----------	---------------	-----------------	-----------

²⁰ Cour des Comptes, [La place de la fiscalité de l'énergie dans la politique climatique et énergétique française](#), Mars 2024

Impôt progressif sur la fortune pour les multimillionnaires et les milliardaires de l'UE, compris entre 2 et 5 %	+++ Le niveau de richesse est directement corrélé au niveau de pollution	+++ Les émissions de CO2 des super riches sont plus faciles à réduire. En 2019, l'empreinte carbone des 10 % des Européens les plus riches représentait 29,2 tonnes par personne et par an, contre 5 tonnes pour les 50% des Européens les moins riches ²¹ .	+++ 286,5 milliards d'euros annuels (UE) ²²
Impôt national plancher de 2% sur le patrimoine des 0,01% les plus riches (coordonné au niveau européen)	+++ Le niveau de richesse est directement corrélé au niveau de pollution	+++ Les émissions de CO2 des hauts revenus sont plus faciles à réduire	+++ Entre 15 et 25 milliards d'euros annuels (France) ²³
Taxe UE sur les transactions financières	++ Une partie des recettes des TTF déjà mises en place dans plusieurs pays sont allouées à la lutte contre le réchauffement climatique.	++ Contre la libéralisation excessive de la finance internationale. Une partie des recettes des TTF déjà mises en place sont allouées à la solidarité internationale.	+++ entre 17 et 43 milliards d'euros annuels (UE) ²⁴
Contribution sur les profits de l'industrie des combustibles fossiles	+++ Les combustibles fossiles sont de loin les principaux responsables du changement climatique	+++ En 2023, les 14 plus grandes entreprises de combustibles fossiles ont réalisé collectivement 278 milliards de dollars de bénéfices nets, soit une augmentation de 278 % par rapport à la période précédente ²⁵ .	+++ au minimum 17,5 milliards d'euros ²⁶ en prenant les gains estimés sur l'année 2022 de la contribution européenne mesurée dans 12 Etats membres et appliquée aux superprofits seulement)

²¹ [World Inequality Report](#), 2022. Personal carbon footprints include emissions from domestic consumption, public and private investments, as well as imports and exports of carbon embedded in goods and services traded with the rest of the world

²² Oxfam International, [Wealth of EU's five richest men soars almost 6 million euros every hour since 2020](#), Janvier 2024

²³ Reporterre, [Taxer les riches pour réduire le déficit : le projet écologiste fait débat](#), février 2025

²⁴ Centre d'Economie de la Sorbonne, [The taxation of financial transactions: An estimate of global tax revenues](#), Septembre 2023

²⁵ ActionAid, [Taxing windfall profits of fossil fuels and financial companies can boost climate finance](#), Janvier 2024

²⁶ Commission européenne, [Rapport sur la contribution exceptionnelle](#), 30.11.2023

Taxe progressive sur les billets d'avion selon la classe du billet et la fréquence de vol (sur le modèle de la taxe française)	+++	+++ La taxe augmente avec la fréquence d'usage : le cinquième vol annuel sera nettement plus onéreux que le premier. Un tel mécanisme fait reposer l'effort sur les passagers les plus réguliers qui sont aussi les plus aisés	+++ 63,6 milliards d'euros par an (UE) ²⁷
Taxe sur le kérosène à hauteur de 0,33 €/l (directive sur la taxation de l'énergie)	+++	+++	++ 27 milliards d'euros annuels (UE) ²⁸
Étendre le marché carbone aux vols extra UE	+++ Le secteur de l'aviation représente environ 11 % des émissions de CO2 provenant des transports, l'un des secteurs émettant le plus de gaz à effet de serre	+++	++ 7 milliards d'euros par an (additionnels par rapport au mécanisme actuel) ²⁹
Taxe UE sur les jets privés et/ou les yachts de luxe	+	+++	+ 325 millions d'euros annuels (pour une taxe sur les jets privés) ³⁰

²⁷ Stay Grounded, [Une taxe grands voyageurs aériens \(TGVA\) en Europe](#), Octobre 2024

²⁸ Publication officielle UE, [Taxes in the field of aviation and their impact](#), 2019

²⁹ Transport&Environment, [Above the clouds: European aviation emissions in 2023](#), 2024

³⁰ CAN Europe, [New resources for public climate finance and for the Loss and Damage Fund](#), Septembre 2023

Zoom sur les plus hauts revenus: 286,5 milliards d'euros par an

Le niveau de richesse élevé est fortement contributeur aux émissions de gaz à effet de serre planétaires. Les émissions de gaz à effet de serre des catégories de populations disposant d'un haut revenu sont également plus "faciles" à réduire puisqu'elles ne sont pas liées à des besoins essentiels, en comparaison avec les ménages vulnérables.

La richesse est directement corrélée à la pollution. La responsabilité des émissions est très inégale parmi les citoyens de l'UE³¹. En 2019, l'empreinte carbone des 10 % des Européens les plus riches représentait 29,2 tonnes par personne et par an, tandis que les 50 % les moins riches étaient responsables d'environ 5 tonnes par personne et par an³². Cela est dû à leurs habitudes de consommation et d'investissement. Au niveau mondial, un groupe relativement petit et riche est responsable de la plupart des demandes de ressources et des dommages écologiques³³.

Les inégalités fragilisent la démocratie et le soutien aux efforts requis pour déployer la transition écologique. Entre 1980 et 2017, les 1 % les plus riches ont capté 17 % de la croissance des revenus en Europe, contre 15 % pour les 50 % les plus pauvres³⁴. Alors que la majorité des citoyens de l'UE est confrontée à une crise du coût de la vie et a été touchée de manière disproportionnée par l'inflation, les plus grandes entreprises ont vu leurs bénéfices bondir de 89 % en 2021 et 2022. 82 % de ces bénéfices sont utilisés au profit des actionnaires, qui comptent en grande majorité parmi les personnes les plus riches³⁵. L'augmentation des inégalités de richesses mine la confiance dans les gouvernements, intensifie les tensions sociales, le risque de populisme, et érode le soutien aux transformations nécessaires pour atteindre la neutralité climatique.

Les émissions de CO2 des plus hauts revenus³⁶ sont plus faciles à réduire. La réduction de la consommation et des émissions de CO2 des plus hauts revenus est en théorie relativement plus facile, car les personnes aisées disposent des ressources financières nécessaires pour rénover en profondeur leurs biens immobiliers ou passer à des pompes à chaleur, mais aussi parce que ces émissions ne sont pas liées à des besoins essentiels. Elle est également potentiellement très efficace, car l'effort requis pour atteindre le même niveau de réduction des émissions pourrait être nettement moins important pour les groupes à fortes émissions³⁷.

³¹ Lucas Chancel, [Climate change & the global inequality of carbon emissions \(1990-2020\)](#), World Inequality Lab, 2021; Oxfam, [Confronting carbon inequality in the European Union](#), 2020.

³² [World Inequality Report](#), 2022. Personal carbon footprints include emissions from domestic consumption, public and private investments, as well as imports and exports of carbon embedded in goods and services traded with the rest of the world

³³ European Environment Agency, [Exiting the Anthropocene? Exploring fundamental changes in our relationship with nature](#), 2023.

³⁴ Thomas Blanchet, Lucas Chancel and Amory Gethin, [How Unequal Is Europe? Evidence from Distributional National Accounts \(1980-2017\)](#), World Inequality Lab, 2019.

³⁵ Oxfam, [Inequality INC., How corporate power divides our world and the need for a new era of public action](#), 2024.

³⁶ INSEE, [Les revenus et le patrimoine des ménages](#), 17.10.2024

³⁷ CAN Europe, [Position on Redistributive taxation](#), septembre 2024

Le moment est opportun. L'intérêt pour l'imposition des super-riches s'accroît aux niveaux national, régional et mondial. En novembre 2024, les gouvernements du G20 ont convenu³⁸ de coopérer pour faire contribuer les ultra-riches et, avant la réunion ministérielle du G20 de juillet, plusieurs organisations ont présenté une pétition ayant recueilli plus de 1,5 million de signatures dans le monde entier, appelant à prélever les ultra-riches. Plus de 350 000 signatures ont été recueillies dans le cadre de l'initiative citoyenne européenne en faveur d'un impôt européen sur la fortune d'octobre 2023 à octobre 2024. Plusieurs Parlements en Europe envisagent la mise en place d'un impôt sur la fortune, notamment en France³⁹.

Zoom sur l'industrie fossile: au minimum 17,5 milliards d'euros par an

Les combustibles fossiles - charbon, pétrole et gaz - sont de loin les principaux responsables du changement climatique. Ils sont à l'origine de plus de 75 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre et de près de 90 % de l'ensemble des émissions de dioxyde de carbone⁴⁰. Par ailleurs, c'est une industrie qui génère énormément de profits, il n'y a donc pas d'incitation à désinvestir ce secteur.

L'industrie des combustibles fossiles génère énormément de profits. Au cours des 12 mois précédant juillet 2023, les 14 plus grandes entreprises de combustibles fossiles ont réalisé collectivement 278 milliards de dollars de bénéfices nets, soit une augmentation de 278 % par rapport à la période précédente⁴¹. Dans l'UE, les investissements dans les combustibles fossiles ont considérablement augmenté entre 2019 et 2024, passant de 29 à 36 milliards de dollars américains⁴². Parce qu'elles restent très rentables, les entreprises ayant des activités dans le secteur des combustibles fossiles ne sont pas incitées à cesser progressivement leurs activités et à accompagner les travailleurs dans le processus de transition. Le signal est donc d'investir dans le secteur des combustibles fossiles, car il est plus performant que le reste de l'économie. Une contribution sur les bénéfices de l'industrie fossile contribuerait à corriger la mauvaise répartition des capitaux, qui se sont détournés des énergies renouvelables au profit du pétrole et du gaz⁴³.

Un mécanisme expérimenté au niveau européen sur les profits exceptionnels. En 2022, l'UE a conclu un accord et mis en œuvre une contribution temporaire de solidarité sur les bénéfices exceptionnels des entreprises des secteurs du pétrole brut, du gaz naturel, du charbon et des raffineries qui réalisaient au moins 75 % de leur chiffre d'affaires dans l'extraction, l'exploitation minière, le raffinage du pétrole ou la fabrication de produits de cokéfaction. Ce mécanisme temporaire approuvé à la majorité qualifiée au Conseil était une

³⁸ G20 Brésil, [G20 Rio de Janeiro Leaders' Declaration](#), 2024

³⁹ Public Sénat, "[Taxe Zucman: après les députés, les sénateurs écologistes à l'offensive sur le projet d'impôt de 2 % sur la fortune des plus riches](#)", 21/03/2025

⁴⁰ UN, [Causes and Effects of Climate Change](#)

⁴¹ ActionAid, [Taxing windfall profits of fossil fuels and financial companies can boost climate finance](#), Janvier 2024

⁴² IEA, [World Energy Investment 2024 - Overview and key findings](#) [from 1374 (2015) to 1116 (2024) billion USD]

⁴³ CAN Europe, [An EU Tax on the Profits and Ownership of the Fossil Fuel Industry](#), 2025

avancée mais pourrait être largement amélioré. Pour l'année fiscale 2022, les gains estimés des revenus générés par cette contribution s'élevaient à 17,5 milliards d'euros dans 12 États membres de l'UE⁴⁴. Une contribution repensée permettrait de générer des gains beaucoup plus importants et d'alimenter massivement le budget européen.

Une contribution européenne améliorée sur tous les profits de l'industrie fossile. Afin d'augmenter massivement les rendements et l'impact de la contribution par rapport au modèle de 2022, le Réseau Action Climat-Europe et France proposent:

- de rendre cette contribution permanente afin qu'elle puisse constituer une ressource propre européenne et alimenter sur le long-terme le budget européen pour donner de la prévisibilité à la disponibilité des investissements dans la transition écologique.
- d'abaisser le seuil du chiffre d'affaires des industries générés par des activités économiques dans le domaine de l'extraction, de l'exploitation minière, du raffinage du pétrole ou de la fabrication de produits de cokerie de 75% à par exemple 51 %, pour élargir la base des industries concernées mais sans pénaliser le déploiement des activités durables de ces industries.
- d'étendre le champ des secteurs économiques liés aux combustibles fossiles à couvrir, (ex: transport spécialisé de combustibles fossiles, le stockage ou la vente de produits énergétiques dérivés de combustibles fossiles).
- d'augmenter le taux d'imposition qui s'appliquerait aux profits exceptionnels: fixé à 33% en 2022, il pourrait passer à 100% selon une logique progressive d'imposition.
- de prévoir des mesures d'accompagnement pour éviter de répercuter les coûts de l'imposition sur les consommateurs, en particulier les plus vulnérables. Ces mesures pourraient par exemple concerner un plafonnement des prix pour garantir un droit à l'énergie pour les besoins essentiels, tout en encourageant une réduction de la consommation d'énergie de luxe.
- Enfin, de garantir un fléchage des revenus de la contribution vers la transition écologique et la finance climat internationale.

Une autre solution, qui ne générerait pas de recettes supplémentaires au budget européen mais qui viendrait alimenter les budgets nationaux, serait que l'UE adopte un règlement européen visant à coordonner des contributions nationales sur les profits de l'industrie fossile laissées à la main des États. L'UE aurait une plus value en établissant des exigences minimales communes comme le taux d'imposition minimal, la définition des profits ou profits exceptionnels, etc.

Les pays européens devraient demander à la Commission européenne de présenter une proposition législative visant à mettre en place une contribution sur les profits de l'industrie des combustibles fossiles, permanente et élargie par rapport à 2022, ainsi que des mesures d'accompagnement nécessaires pour s'assurer que le coût n'est pas répercuté sur les ménages et les entreprises.

⁴⁴ Conseil de l'UE, [Rapport sur la contribution temporaire exceptionnelle de solidarité](#), décembre 2023